

**TÉLÉPHONIE MOBILE**

# Le rééquilibrage du marché, entre convergences et divergences

**Le marché algérien de la téléphonie mobile est-il déséquilibré ? Une question qui suscite des divergences et des convergences.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Le marché algérien des télécommunications mobiles est-il réellement déséquilibré ? Une question pertinente et dont la réponse semble être affirmative à se référer à certaines interventions médiatiques.

Cité samedi dernier par l'agence nationale de presse, le P-dg de l'opérateur public de téléphonie mobile Mobilis avait explicité le plan d'investissement que son entreprise compte lancer jusqu'en 2017 et qui vise à améliorer ses parts de marché, en passant de 29% avec 11 millions d'abonnés à 45%.

Selon Saâd Damma, la réussite de ce plan, pour lequel un montant de 2 milliards de dollars sera consacré, est liée à l'intervention de l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications (ARPT).

Selon le premier manager de l'opérateur public, l'objectif de Mobilis en termes de parts de marché est possible à atteindre notamment si l'autorité de régulation intervient, comme il se fait de par le monde, pour équilibrer le marché et empêcher la domination de l'un des opérateurs.

Certes, le P-dg de Mobilis évoquait cette intervention de l'Autorité de régulation sectorielle dans une perspective historique du marché et d'autant qu'il ne doit pas y avoir, dans l'absolu, de situation de prédominance et qu'il s'agit d'éviter le dumping.

Toutefois, Saâd Damma n'a pas formulé de demande d'intervention et l'ARPT œuvre à assurer la régulation du secteur, tient-on à préciser au niveau de l'opérateur public.



Photo : DR.

Cela même si Mobilis, de par son statut d'entreprise publique, est soumise aux règles du code des marchés publics.

Par ailleurs, l'opérateur public est confronté à la concurrence de deux opérateurs privés, filiales de groupes étrangers et qui disposent de toute latitude concernant l'acquisition d'équipements et la maîtrise des coûts. Pour autant, ce souci d'un marché équilibré, l'opérateur concurrent Nedjma, appellation commerciale de Wataniya Télécom Algérie (WTA), le partage également. Ainsi, «Nedjma plaide pour un rééquilibrage du marché», indique un communiqué de WTA qui observe que «Nedjma partage avec Mobilis ses déclarations officielles qui soulignent que l'intervention de l'ARPT est un élément-clé de sa stratégie globale dans la mesure où elle est indispensable pour pallier le déséquilibre actuel du marché».

Et d'expliquer que «depuis 2007, Nedjma sollicite l'adoption par l'Autorité de régulation de la

poste et des télécommunications de mesures réglementaires destinées à assurer le rééquilibrage du marché de la téléphonie mobile».

Or, «le rééquilibrage du marché permettra, en effet, de garantir les conditions d'une concurrence loyale et empêchera tout abus de position dominante, position occupée par Orascom Telecom Algérie depuis 2002», note le communiqué.

Il s'agit essentiellement, relève le directeur adjoint chargé des relations publiques de Nedjma, Ramdane Djazairi, «d'assurer une bonne régulation du marché et de prévenir qu'un opérateur n'obtienne une position dominante».

Soit que la détention de la majorité des parts de marché par un opérateur ne lui permette pas d'imposer ses diktats en matière de tarifs et d'interconnexions notamment et de dominer le marché. Un principe qui, met-on en avant, doit s'appliquer à Orascom Telecom Algérie

(OTA, du nom commercial Djezzy). Et cela de par son statut d'opérateur dominant reconnu par l'ARPT, indiquent des observateurs, et dans la mesure où cet opérateur doit appliquer les dispositions régissant les tarifs depuis 2007 et ne pas favoriser ses abonnés au détriment des autres usagers.

Or, la notion de position dominante mérite clarification, d'autant que la réglementation reste incertaine sur le seuil requis, plus de 45% ou plus de 50%.

En ce sens, la position dominante de Djezzy s'expliquerait notamment, selon ces derniers, par le fait qu'OTA réalise un chiffre d'affaires supérieur à ceux de ses deux concurrents. A ce propos, l'opérateur OTA se refuse à tout commentaire. «Nous n'avons rien à déclarer», dira le directeur marketing de Djezzy, Hamid Grine.

Néanmoins, d'autres observateurs réfutent qu'OTA, confrontée à diverses pressions politiques, économiques et financières, ait une position dominante ou cherche à imposer ses diktats. Dans la mesure où la part de marché de Djezzy qui compte 17 millions d'abonnés n'excède pas 44%, tandis que Mobilis et Nedjma comptent respectivement 11 et près de 9 millions d'abonnés, soit une position similaire.

Comme ils observent que Djezzy n'engage pas une politique exagérée en matière promotionnelle et de mécénat financier.

Ce faisant, cette quête de rééquilibrage du marché et le débat sur la position dominante surviennent au moment où Mobilis lance un ambitieux plan d'investissement et qui pourrait, à terme, lui conférer une position de marché plus importante.

C. B.

**SYRIE**

## L'Algérie considère que la décision du départ du président Bachar Al Assad revient au peuple syrien

L'Algérie a émis des réserves sur le troisième chapitre de la décision de la Ligue arabe réunie dimanche qui a «appelé le président syrien à renoncer au pouvoir», estimant qu'il s'agit d'une «décision souveraine du peuple syrien frère et qui ne relève pas des prérogatives du conseil», selon le document final de la réunion.

L'Algérie «émet des réserves sur le troisième paragraphe partant du fait que cette décision ne relève pas des prérogatives de ce conseil mais demeure une décision souveraine du peuple syrien frère», a indiqué le document dont l'APS a reçu une copie. Le conseil de la Ligue arabe réuni dimanche soir au niveau ministériel lors d'une session extraordinaire à Doha (Qatar) a «appelé le président syrien à renoncer au pouvoir», avec la garantie d'une sortie sécurisée pour lui et sa famille «afin de préserver les vies des Syriens, les fondements de l'Etat syrien, son unité et son intégrité et d'assurer un transfert pacifique du pouvoir en Syrie».

La République d'Irak a également émis des réserves sur la décision d'appeler au départ du président syrien, précisant que cette question «est exclusivement du ressort du peuple syrien sans aucune tutelle». La République du Liban a également émis des réserves sur la même clause. Le Conseil de la Ligue arabe a en outre condamné «la poursuite des massacres, de la violence et des crimes commis par les forces gouvernementales syriennes et ses milices "Chebihas"». Le conseil a demandé au gouvernement syrien «de respecter ses engagements en cessant immédiatement toute forme de violence». Les ministres arabes des Affaires étrangères ont décidé de charger le groupe arabe à New York d'appeler à une réunion extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sous l'intitulé «L'Union pour la paix pour prendre des recommandations sur des mesures collectives pour faire face à la situation désastreuse en Syrie qui menace la stabilité de la Syrie, la région, la paix et la sécurité internationales». Parmi ces mesures figure la création de «zones sécurisées» en Syrie pour protéger les citoyens et permettre aux organisations d'aides humanitaires arabes et internationales d'accomplir leur mission. Le Conseil de la Ligue arabe estime dans ce contexte nécessaire d'adapter la mission de l'envoyé conjoint de l'ONU et de la Ligue arabe Kofi Annan aux exigences de la transition vers un Etat civil démocratique «pluraliste» où sont consacrées égalité, citoyenneté et libertés. Les pays arabes ont préconisé la mise en place d'un gouvernement consensuel de transition qui jouit de toutes les prérogatives et regroupe entre autres l'opposition, de l'intérieur et de l'extérieur, et l'armée libre pour gérer le transfert pacifique du pouvoir.

La Ligue arabe a salué le rôle joué par les pays voisins qui ont accueilli les réfugiés syriens et mis en place un fonds spécial pour les aides humanitaires. Le Conseil de la Ligue arabe a souligné la nécessité d'intensifier les efforts sur les plans arabe et international pour faire parvenir les aides humanitaires d'urgence au profit du peuple syrien. Le conseil ministériel a enfin chargé le président du comité ministériel arabe pour la Syrie et le secrétaire général de la ligue de se rendre à Moscou et à Pékin pour examiner les éléments de cette décision et présenter un rapport au conseil dans les meilleurs délais.

**MENACE ACRIDIENNE**

## L'insécurité aux frontières entravera-t-elle la lutte ?

**La région du Sahel fait face à une nouvelle menace. Des essaims de criquets sont arrivés au Mali en provenance du sud-est de l'Algérie et du sud-ouest de la Libye. L'insécurité qui règne dans la région n'a pas permis la mise en place précoce d'un dispositif de surveillance. L'Algérie est en alerte. La lutte antiacridienne aérienne doit commencer aujourd'hui. La FAO s'inquiète.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Pas d'invasion acridienne dans le territoire algérien pour le moment mais la situation qui prévaut dans les pays voisins inquiète. Au mois de juin dernier, des nuées de criquets en provenance du sud-est de l'Algérie et du sud-ouest de la Libye ont été aperçues au Mali et au Niger. Ils ont pu ainsi migrer en raison de l'absence d'un dispositif de prospection rendu impossible pour cause d'insécurité au niveau des frontières. Au nord du Mali, plus de 30 camions légers et des équipe-

ments de lutte antiacridienne ont été récemment pillés. La menace acridienne est prise au sérieux en Algérie. Le dispositif préventif de surveillance contre l'incursion du criquet pèlerin a été réactivé au niveau des wilayas du sud du pays. Des cellules de veille composées de personnes en mesure de fournir des informations fiables ont été mises en place. Elles ont pour mission première de collecter et de retransmettre des informations en temps réel sur toute apparition de criquet dans leurs régions. L'INPV, orga-

nisme chargé de lutter contre les criquets pèlerins, fait savoir sur son site internet que «durant ce mois de juin 2012, aucune activité acridienne particulière n'a été signalée au niveau de Tamanrasset et d'Illizi. Cependant, des présences insignifiantes ont été enregistrées au niveau de la frontière algéro-nigérienne par l'équipe opérant dans le secteur d'In-Guezzam». Ce même institut reconnaît n'avoir reçu aucune information concernant l'activité acridienne au Mali. La situation inquiète la FAO au plus haut point. «Les criquets pèlerins, dont la multiplication est favorisée par d'abondantes pluies, représentent un grave danger pour les cultures et pâturages au Mali et au Niger», avertit l'Agence de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture dans

un communiqué. Au Niger, des équipes terrestres de prospection et de lutte antiacridienne ont, depuis début juin, traité 1 200 hectares, par contre, au nord du Mali, les opérations de lutte sont quasi impossibles et la collecte d'informations ne se fait que grâce à un réseau informel. La FAO prend les devants à travers un plan d'action en recourant aux stocks de pesticides des pays voisins.

Le Programme alimentaire mondial prête son concours en assurant le transport par voie aérienne de ces stocks vers les pays affectés. Pour l'heure, aucune action coordonnée des pays du Sahel n'a été mise en place. La situation sécuritaire laisse peu de place à la coopération en matière de lutte antiacridienne.

N. I.